



Villeurbanne, le 8 novembre 2024

Dans les pas de l'État, de la Métropole et du Maire de Lyon...
le Maire de Villeurbanne a fait expulser 150 jeunes sans abris

À Lyon et Villeurbanne, Messieurs les Maires : Cessez les expulsions, réquisitionnez les logements !

Depuis la rentrée scolaire, l'occupation des écoles, à Villeurbanne, Lyon et au-delà, s'accroît pour mettre à l'abri des centaines d'enfants et leurs parents, faute de solution offerte par les pouvoirs publics - État et collectivités qui considèrent maintenant ces occupations comme un "dispositif" à part entière.

Depuis plus d'un an, des jeunes réfugiés sont eux contraints de dormir sous des tentes (près de deux cents au square du Béguin) ou dans des squats. Comment peuvent-ils être scolarisés ou étudier correctement dans ces conditions ?

Après Doucet et Bernard, c'est Van Styvendael qui expulse !

L'État n'hésite pas à maintenir ou à renvoyer à la rue des milliers de sans-abris... Et depuis le printemps dernier, des élus locaux « de gauche » se mettent à faire de même : expulsions de gymnases par le Maire de Lyon en mai, expulsions de bâtiments squattés sur ordre de la Métropole de Lyon... qui depuis l'été ne garantit même plus à toutes les mères et à leurs bébés l'hébergement en sortie de maternité !

Mardi 5 novembre, 150 jeunes, dont le campement a été ravagé par les intempéries, ont trouvé refuge dans le gymnase Cusset de Villeurbanne avec l'aide du Collectif soutiens/migrants Croix-Rousse.

À peine deux heures plus tard, le Maire de Villeurbanne les délogeait en faisant appel aux forces de police !

Pourtant le Maire a le pouvoir de réquisitionner des logements vacants

« Cessez les expulsions ! Quand l'État démissionne, que le Maire de Lyon réquisitionne ! » : c'est sur ce mot d'ordre que les militants du Parti des travailleurs, avec d'autres militants, des parents, des enseignants, des élus locaux (notamment PCF et LFI)... ont depuis janvier organisé plusieurs rassemblements devant l'Hôtel de Ville de Lyon lors des Conseils municipaux. Le prochain sera **jeudi 14 novembre à 18h, place de la Comédie** (Lyon 1^{er}).

Le PT a interpellé en ce sens les élus Écologistes, PS et PCF organisant une réunion publique sur « le sans-abrisme » le 4 octobre.

On ne peut que condamner le refus de la préfète, représentante de l'État, d'user du pouvoir de réquisition d'une partie des 28 000 logements vides à Lyon, 7 000 à Villeurbanne (chiffres INSEE)... mais qui s'en étonnera ?

En revanche pourquoi les Maires et leurs majorités du NFP s'y refusent-ils eux aussi ? Ce qui les conduit à l'inverse à expulser !

Nous ne l'acceptons pas. Voilà pourquoi à Villeurbanne aussi le PT fait la proposition de se regrouper dans l'unité la plus large – y compris avec les élus LFI et PCF qui ont dénoncé l'expulsion du gymnase Cusset – pour aller ensemble, par exemple au prochain Conseil municipal le 18 novembre, dire au Maire et aux élus de sa majorité : « **Vous avez le pouvoir, vous avez le devoir : cessez d'expulser et réquisitionnez les logements vacants !** »

Dans le Rhône et la Métropole de Lyon :

14 000 personnes sans domicile...
et **53 000 logements vides !**

Une exigence s'impose au Maire et aux élus
Écologistes, PS, PCF, LFI... de sa majorité :

**LE MAIRE PEUT
LE MAIRE DOIT
RÉQUISITIONNER
LES LOGEMENTS
VACANTS !**

Qu'attendent-ils ? Alors que "les pouvoirs généraux de police que le maire tient de (...) l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales (...) lui permettent, en particulier, de **prononcer la réquisition des locaux nécessaires au logement des familles sans abri**" (arrêté du 29 décembre 1997 du Conseil d'État)

Prenez le parti des travailleurs ! Rejoignez-nous !

PARTI DES TRAVAILLEURS

Comité du Rhône — parti.des.travailleurs69@gmail.com



Document à insérer sur le site
de la Tribune des canuts